

# **GE\_GERICHTE ACJC/392/2014 vom 16. September 2013**

GE Cour de justice, 2013-09-16, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_392\\_2014](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_392_2014)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/392/2014 du 16 septembre 2013

IT: GE\_GERICHTE ACJC/392/2014 del 16 settembre 2013

## **Erwägungen**

### **E. 1**

S'agissant d'une procédure de mainlevée, seule la voie du recours est ouverte (art. 319 let. b et 309 let. b ch. 3 CPC). La procédure sommaire s'applique (art. 251 let. a CPC). Aux termes de l'art. 321 al. 1 et 2 CPC, le recours, écrit et motivé, doit être introduit auprès de l'instance de recours dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée, pour les décisions prises en procédure sommaire. Interjeté dans le délai et les formes prévus par la loi, le recours est en l'espèce recevable.

### **E. 2**

Dans le cadre d'un recours, le pouvoir d'examen de la Cour est limité à la violation du droit et à la constatation manifestement inexacte des faits (art. 320 CPC).

### **E. 3**

Les conclusions, les allégations de fait et les preuves nouvelles sont irrecevables (art. 326 al. 1 CPC).

### **E. 4**

La recourante reproche au Tribunal d'avoir retenu qu'elle n'avait pas produit de pièce permettant de déduire la quotité de la créance en poursuite, alors qu'elle affirme que celle-ci ressortait du bordereau produit, qui, rapproché de la déclaration d'affiliation de 1997, constituait une reconnaissance de dette.

#### **E. 4.1**

Le créancier dont la poursuite se fonde sur une reconnaissance de dette constatée par acte authentique ou sous seing privé peut requérir la mainlevée provisoire (art. 82 al. 1 LP). Le juge prononce la mainlevée si le débiteur ne rend pas immédiatement vraisemblable sa libération (art. 82 al. 2 LP). Il doit vérifier d'office notamment l'existence matérielle d'une reconnaissance de dette, l'identité entre le poursuivant et le créancier désigné dans ce titre, l'identité entre le poursuivi et le débiteur désigné et l'identité entre la prétention déduite en poursuite et la dette reconnue (GILLIERON, Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, Lausanne 2001, n. 73ss ad art. 82 LP). La procédure de mainlevée provisoire est une procédure sur pièces (Urkundenprozess), dont le but n'est pas de constater la réalité de la créance en poursuite, mais l'existence d'un titre exécutoire : le créancier ne peut motiver sa

- 5/7 -

C/11180/2013 requête qu'en produisant le titre et la production de cette pièce, considérée en vertu de son contenu, de son origine et des caractéristiques extérieures comme un tel titre, suffit pour que la mainlevée soit prononcée si le débiteur n'oppose pas et ne rend pas

immédiatement vraisemblable des exceptions. Le juge de la mainlevée provisoire examine donc seulement la force probante du titre produit par le créancier, sa nature formelle - et non la validité de la créance - et lui attribue force exécutoire (ATF 132 III 140 consid. 4.1). La reconnaissance de dette peut découler du rapprochement de plusieurs pièces, pour autant que les éléments nécessaires en résultent (ATF 122 II 126 consid. 2; SJ 2004 I 209 consid. 3.1; arrêt du Tribunal fédéral 5P.290/2006 du 12 octobre 2006 consid. 3.1.2; PANCHAUD/CAPREZ, La mainlevée d'opposition, 2ème édition, 1980, p. 2). Le commandement de payer et la requête de mainlevée en matière de prestations périodiques doivent renseigner exactement le débiteur sur chaque détail de la créance déduite en poursuite et sur les imputations à faire valoir. Cette exigence n'a pas pour seule raison d'être de permettre au débiteur de préparer sa défense, mais elle est encore destinée à donner au juge de la mainlevée les moyens de trancher une contestation éventuelle portant sur la libération du débiteur. Il appartient au juge d'examiner d'office cette question (SJ 1988 p. 506).

#### **E. 4.2**

En l'occurrence, la recourante fonde sa créance envers l'intimée, en premier lieu, sur l'affiliation de cette dernière à la Fédération romande des métiers du bâtiment, ainsi qu'à la caisse de compensation C\_\_\_\_\_, et à la caisse de compensation des entreprises de chauffage et de ventilation. Elle n'expose toutefois pas les relations qu'elle entretient avec ces trois entités juridiques qui apparaissent distinctes d'elle-même, et ne produit aucun titre (contrat, convention collective etc.) dont il pourrait être déduit que l'adhésion à l'une d'entre elles emporterait la qualité de membre de la Fondation.

En deuxième lieu, la recourante se réfère au "bordereau de prestations et cotisations sociales" qu'elle a produit, dont il résulte diverses cotisations dues, notamment pour "retraite anticipée", dont la quotité correspond au montant en poursuite. A cet égard, il apparaît, comme elle le soutient, que le premier juge a considéré à tort que ledit montant, spécifié dans le commandement de payer, n'était pas déterminable; la recourante aurait toutefois été bienvenue, dans sa requête, à faire référence de façon plus précise aux deux rubriques visées dans le titre, lequel en comprend de multiples.

Cette constatation n'emporte toutefois pas l'admission du recours. Le bordereau ne porte, en effet, aucune mention d'entête, de sorte que l'on ignore de quelle entité il émane. La recourante allègue certes qu'elle en serait l'auteur, mais aucun élément au dossier ne permet de l'établir, étant précisé que ce

- 6/7 -

C/11180/2013 document comprend de nombreuses prestations exorbitantes de son activité sociale. Elle soutient aussi qu'elle aurait été "représentée pour l'encaissement" par la caisse de compensation C\_\_\_\_\_, ce qui ressort, effectivement, de la "sommation" et de la "décision" envoyées par celle-ci à l'intimée. La recourante ne donne, pour le surplus, aucune explication ni ne produit aucune pièce au sujet du taux (1%) retenu pour le calcul de la cotisation "retraite anticipée". Rien n'indique que celle-ci relèverait de la législation sociale. Il semblerait plutôt qu'elle trouve sa source dans une éventuelle convention liant les parties comme en témoignent la mention "droit privé" indiquée par la recourante elle-même dans le commandement de payer, ainsi que l'absence d'indication de voies de recours, au contraire des cotisations AVS, AF et CPS expressément visées dans la "décision" du 17 janvier 2013.

Il s'ensuit que la recourante n'a pas établi son identité de créancière ni la quotité de la créance.

Le recours contre le jugement qui a refusé de prononcer la mainlevée provisoire de l'opposition ne pourra dès lors qu'être rejeté.

#### **E. 5**

La recourante qui succombe, sera condamnée aux frais de la procédure de recours (art. 48, 49 et 61 OELP), arrêtés à 150 fr., correspondant à l'avance déjà opérée. Des dépens ne sauraient être dus, l'intimé n'ayant pas procédé en procédure de recours. \* \* \* \* \*

- 7/7 -

C/11180/2013 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté par la FONDATION A\_\_\_\_\_ contre le jugement JTPI/15681/2013 rendu le 16 septembre 2013 par le Tribunal de première instance dans la cause C/11180/2013-1 SML. Au fond : Rejette ce recours. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais du recours à 150 fr., correspondant à l'avance déjà opérée, acquise à l'ETAT DE GENEVE. Les met à la charge de la A\_\_\_\_\_. Siégeant : Madame Daniela CHIABUDINI, présidente; Madame Sylvie DROIN et Madame Alix FRANCOTTE CONUS, juges; Madame Véronique BULUNDWE, greffière.

La présidente : Daniela CHIABUDINI

La greffière : Véronique BULUNDWE

Indication des voies de recours :

Le Tribunal fédéral connaît, comme juridiction ordinaire de recours, des recours en matière civile; la qualité et les autres conditions pour interjeter recours sont déterminées par les art. 72 à 77 et 90 ss de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF : RS 173.110). Il connaît également des recours constitutionnels subsidiaires; la qualité et les autres conditions pour interjeter recours sont déterminées par les art. 113 à 119 et 90 ss LTF. Dans les deux cas, le recours motivé doit être formé dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète de l'arrêt attaqué. L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF inférieure à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.